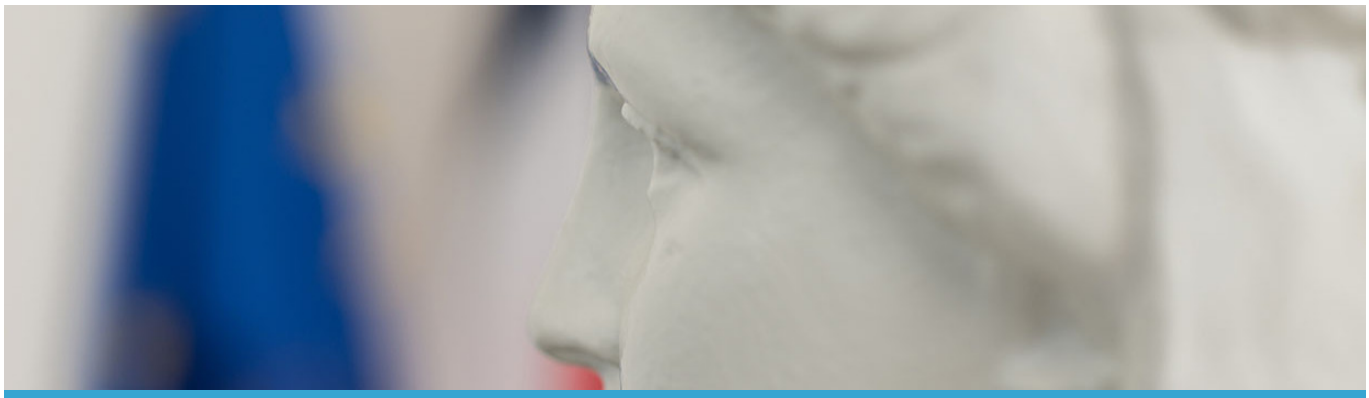
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

IH2EF INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION



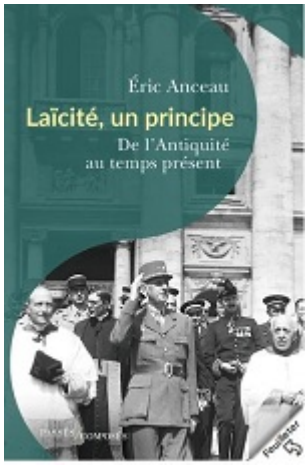
La laïcité et les valeurs de la République, de l’école à l’université : sélection documentaire

Mis à jour le 26 septembre 2022

Cette sélection documentaire fait partie intégrante du dossier Laïcité et valeurs de la République. Elle met l’accent dans un premier temps sur les fondements historiques et juridiques du principe de laïcité. Elle explore également son application dans le système éducatif français et souligne enfin les spécificités territoriales de mise en œuvre. Elle s’articule avec les autres sélections documentaires présentes sur ce site.

La laïcité, fondement de la République française

La laïcité et les valeurs de la République, de l’école à l’université : sélection documentaire - IH2EF - Page 2



ANCEAU, Eric.
Laïcité, un principe : de l’Antiquité au temps présent.
Passés composés,
2022.
382 p.

Analyse des rapports entre le pouvoir et les religions dans laquelle l'auteur décrit le rôle de la construction de l'État, l'influence des guerres de Religion, des Lumières et de la Révolution française. Il étudie également les lois laïques de la IIIe République, notamment celle de 1905, ou encore le régime spécifique de l'Alsace-Moselle.

CALVES, Gwénaële.
La laïcité.
La découverte,
2022.
128 p. (Repères).

"Pour comprendre la trajectoire historique de la laïcité en France, ce livre propose de l’appréhender comme un kaléidoscope. Il la diffracte en 4 ensembles de normes politico-juridiques, qui forment un ensemble cohérent, mais structurellement instable : la liberté de conscience et la liberté de religion, la séparation du politique et du religieux, l’égalité, la neutralité confessionnelle des personnes publiques".

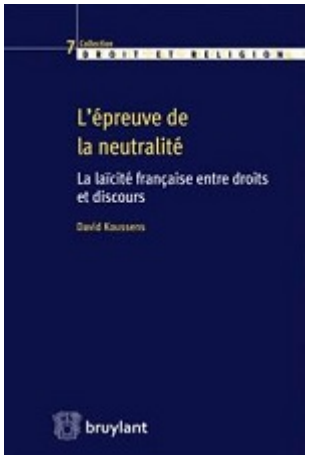
CHARLOT, Samuel.
L’État et la laïcité.
Vie publique,
25 septembre 2018.

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, la France se singularise par la place accordée au principe de neutralité dans sa conception de la laïcité. La séparation institutionnelle de l'État et des religions y est achevée et elle fait l'objet d'un relatif consensus.

DE LA MORENA, Frédérique. Les frontières de la laïcité. Université de Rouen, 2019. Vidéo (53 min).

Si elle est une valeur largement admise, la laïcité est toujours en débat, débat centré désormais sur les conséquences de l’option nationale laïque. La problématique traitée par cette maîtresse de conférences en droit public est celle des frontières de la laïcité, frontière qu’elle établit entre la sphère publique et la sphère privée.

La laïcité et les valeurs de la République, de l’école à l’université : sélection documentaire - IH2EF - Page 4



KOUSSENS, David.
L’épreuve de la neutralité.
Bruylant,
2015.
211 p.

Analyse sociologique et juridique des récentes évolutions de la laïcité en France illustrée d’exemples, montrant la difficile neutralité des lois et leurs applications dans la sphère publique.

Déclaration universelle sur la laïcité au XXIe siècle.
9 décembre 2005.

Rédigée à l’occasion du centenaire de la loi de 1905, cette déclaration a été signée par plus de 200 universitaires de 29 pays. Elle énonce des principes fondamentaux de la laïcité, tente de sérier différents points en débat et "professe une évolution de la laïcité, dynamique et inventive pour relever les principaux enjeux du XXIe siècle ".

La laïcité dans le système éducatif

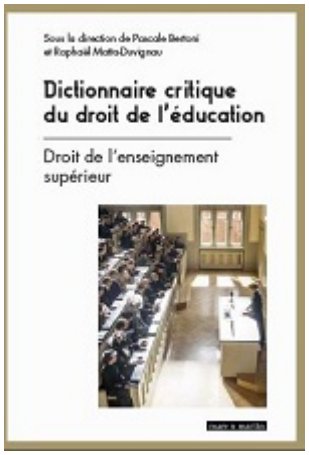
RAYNAUD, Philippe. République, école, laïcité : conférence inaugurale.
In MENJS ; Conseil des sages de la laïcité.Actes du cycle de conférences 2019-2020.
MENJS ; Conseil des sages de la laïcité ;
CNAM,
2020,
p. 29-39.

Réflexions sur l’idée laïque, la question scolaire dans l’histoire de la laïcité et les nouvelles frontières de la laïcité.

Laïcité, intégration, éducation : la République et son école.
Administration & éducation,
2016/3, n° 151.
160 p.

La laïcité et les valeurs de la République, de l’école à l’université : sélection documentaire - IH2EF - Page 6

Actes du colloque organisé en mars 2016 par l’AFAE autour des enjeux de la laïcité et des défis quotidiens de l’intégration des valeurs républicaines dans la pratique des écoles et établissements. Éclairages sur d’autres pays étrangers (Belgique, Angleterre) ou dans d’autres services publics.



BUI-XUAN, Olivia. Signes religieux. In BERTONI, Pascale ; MATTA-DUVIGNAU, Raphaël (Dir.). Dictionnaire critique du droit de l’éducation : droit de l’enseignement scolaire.
Mare & Martin,
2021,
p. 576-579.

Synthèse de la réglementation et de la jurisprudence concernant l’interdiction et l’encadrement du port de signes religieux dans les établissements publics d’enseignement par les personnels, les élèves ainsi que par les parents d’élèves.

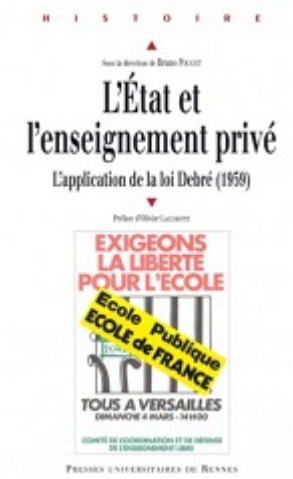
Guide républicain.
MENJS, 2021.

Coffret comportant 3 fascicules de 316,196 et 114 p.

Ensemble de documents de référence élaborés par le Conseil des sages de la laïcité, l’IGÉSR et les direction du MENJS qui soulignent les fondements intellectuels de la République au travers de notions définies et analysées par des spécialistes, proposent des séquences disciplinaires ou transdisciplinaires consacrées à la transmission des valeurs de la République ainsi que des fiches pratiques qui abordent le respect de la laïcité par les élèves, les personnels, les parents d’élèves et les intervenants extérieurs.

MESTRE, Christian.
La laïcité dans l’enseignement supérieur.
CPU,
2015.
54 p.

Présentation du cadre institutionnel (acteurs et moyens dont disposent les établissements d’enseignement supérieur pour traiter des problèmes induits par les atteintes au principe de laïcité) et des domaines d’activités du service public d’enseignement supérieur concernés (enseignement, vie étudiante). Rappel des textes officiels applicables.



La loi Debré : une histoire en question. In POUCET, Bruno (Dir.).
L’État et l’enseignement privé : l’application de la loi Debré (1959).
Presses universitaires de Rennes,
2011,
p. 25-41.

Genèse de la loi, de sa mise en place dans l’enseignement privé et de ses transformations successives.

Des spécificités historiques et locales dans la mise en œuvre du principe de laïcité

Les exceptions au droit des cultes issu de la loi de 1905.
Vie publique,
27 juin 2019.

En Alsace-Moselle, le droit local des cultes est largement issu du Concordat de 1802. Il prévoit notamment un enseignement religieux dans les établissements publics. En Guyane, le texte en vigueur reste l’ordonnance royale de Charles X du 27 août 1828. Dans d’autres territoires d’outre-mer, ce sont les décrets-lois Mandel de 1939 qui sont les fondements du droit local.

Thierry MALBERT, Mohamed M’TRENGOUENI.
Familles et écoles à Mayotte : entre tradition musulmane et rapport à la laïcité
[communication au XVIe Congrès de l’AIFREF : Les alliances éducatives : une responsabilité partagée pour favoriser l’accrochage scolaire et agir contre le décrochage scolaire, juin 2015, Bilbao, Espagne]. Revue internationale de communication et socialisation,
mars 2018,
14 p.

Département français depuis 2011, l’île de Mayotte, dont la population est à 95 % de confession musulmane est confrontée à de nouvelles exigences juridiques et éducatives face à une laïcité que les écoles de la République tentent de mettre en œuvre. Dans ce contexte, l’accompagnement des familles et le travail des enseignants est particulièrement singulier. Cet article analyse les effets de ces évolutions sur la transmission des valeurs.

De l’enseignement secondaire confessionnel à l’enseignement associé : rupture et continuité.
In GICQUEL, Samuel ; LE MOIGNE, Frédéric. L’Eglise dans l’enseignement secondaire : des institutions catholiques en France (XIXe-XXIe siècles).
Presses universitaires de Rennes,
2022,
p. 171-186.

Analyse du contexte dans lequel a été adoptée la loi Debré, des dispositions relatives au contrat d’association des établissements d’enseignement privés avec l’État et des effets de cette loi sur ces établissements.

Cette sélection documentaire est extraite du dossier **La laïcité et les valeurs de la République de l’école à l’université**.